

Les missiles d'avril



[Source : reseauinternational.net]

Par Scott Ritter

L'attaque de représailles de l'Iran contre Israël restera dans l'histoire comme l'une des plus grandes victoires de ce siècle.

J'écris sur l'Iran depuis plus de vingt ans. En 2005, j'ai fait un voyage en Iran pour vérifier la « vérité de terrain » sur ce pays, une vérité que j'ai ensuite incorporée dans un livre, « *Target Iran* », exposant la collaboration américano-israélienne pour élaborer une justification d'une attaque militaire contre l'Iran destinée à faire tomber son gouvernement théocratique. J'ai fait suivre ce livre d'un autre, « *Dealbreaker* », en 2018, qui met à jour cet effort américano-israélien.

En novembre 2006, dans un discours prononcé à l'École des relations internationales de l'Université de Columbia, j'ai souligné que les États-Unis n'abandonneraient jamais mon « bon ami » Israël, jusqu'à ce que, bien sûr, nous le fassions. Qu'est-ce qui pourrait précipiter une telle action, ai-je demandé ? J'ai fait remarquer qu'Israël était un pays ivre d'orgueil et de puissance, et qu'à moins que les États-Unis ne trouvent un moyen de retirer les clés de l'allumage du bus qu'Israël conduisait vers l'abîme, nous ne rejoindrions pas Israël dans son voyage suicidaire à la manière d'un lemming.

L'année suivante, en 2007, lors d'un discours devant le Comité juif américain, j'ai souligné que mes critiques à l'égard d'Israël (dont de nombreuses personnes dans l'auditoire se sont vivement offusquées) provenaient d'une préoccupation pour l'avenir d'Israël. J'ai souligné le fait que j'avais passé la majeure partie d'une décennie à essayer de protéger Israël des missiles irakiens, à la fois pendant mon service dans Tempête du désert, où j'ai joué un rôle dans la campagne de lutte contre les missiles SCUD, et en tant qu'inspecteur en désarmement des Nations unies, où j'ai travaillé avec les services de renseignement israéliens pour m'assurer que les missiles SCUD irakiens étaient bien éliminés.

« *La dernière chose que je souhaite voir* », ai-je déclaré à la foule, « *c'est un scénario dans lequel des missiles iraniens percuteraient le sol d'Israël. Mais à moins qu'Israël ne change de cap, c'est le résultat*

inévitabile d'une politique davantage dictée par l'arrogance que par le bon sens ».

Dans la nuit du 13 au 14 avril 2024, mes craintes se sont concrétisées en direct devant un public international : des missiles iraniens se sont abattus sur Israël et ce dernier n'a rien pu faire pour les arrêter. Comme cela avait été le cas un peu plus de 33 ans auparavant, lorsque les missiles SCUD irakiens avaient surmonté les défenses antimissiles Patriot américaines et israéliennes pour frapper Israël des dizaines de fois en l'espace d'un mois et demi, les missiles iraniens, intégrés dans un plan d'attaque conçu pour submerger les systèmes de défense antimissiles israéliens, ont frappé en toute impunité des cibles désignées à l'intérieur d'Israël.

Malgré l'utilisation d'un vaste système intégré de défense antimissile composé du système dit « Dôme de fer », de batteries de missiles Patriot fabriquées aux États-Unis et d'intercepteurs de missiles Arrow et David's Sling, ainsi que d'avions américains, britanniques et israéliens et de défenses antimissiles embarquées américaines et françaises, plus d'une douzaine de missiles iraniens ont frappé des aérodromes et des installations de défense aérienne israéliens lourdement protégés.

L'attaque de missiles iraniens contre Israël n'a pas été lancée à l'improviste, pour ainsi dire, mais plutôt en représailles à l'attaque israélienne du 1er avril contre le consulat iranien à Damas, en Syrie, qui a tué plusieurs hauts commandants militaires iraniens. Bien qu'Israël ait déjà mené des attaques contre le personnel iranien à l'intérieur de la Syrie, l'attaque du 1er avril s'est distinguée non seulement par la mort de très hauts responsables iraniens, mais aussi par le fait qu'elle a frappé ce qui était légalement parlant un territoire iranien souverain – le consulat iranien.

Du point de vue iranien, l'attaque du consulat constituait une ligne rouge qui, en l'absence de représailles, effacerait toute notion de dissuasion, ouvrant la voie à une action militaire israélienne encore plus audacieuse, pouvant aller jusqu'à des attaques directes contre l'Iran. Les représailles sont toutefois contrebalancées par un ensemble complexe d'objectifs politiques imbriqués qui seraient probablement remis en question par le type de conflit à grande échelle entre Israël et l'Iran qui pourrait être précipité par une attaque iranienne significative en représailles contre Israël.

Tout d'abord, l'Iran s'est engagé dans une politique stratégique fondée sur un pivot qui s'éloigne de l'Europe et des États-Unis et se rapproche de la Russie, de la Chine et de la masse continentale eurasiennne. Ce changement est dû à la frustration de l'Iran face à la politique de sanctions économiques menée par les États-Unis et à l'incapacité et/ou au manque de volonté de la part de l'Occident collectif de trouver une voie qui permettrait de lever ces sanctions. L'échec de l'accord sur le nucléaire iranien (le Plan d'action global conjoint, ou JCPOA) à produire le type d'opportunités économiques qui

avaient été promises lors de sa signature a été un moteur majeur de ce pivot iranien vers l'Est. À la place, l'Iran a rejoint l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et le forum des BRICS et a consacré son énergie diplomatique à l'intégration complète et productive de l'Iran dans ces deux groupes.

Une guerre générale avec Israël compromettrait ces efforts.

Deuxièmement, mais non moins important dans l'équation géopolitique globale pour l'Iran, le conflit en cours à Gaza. Il s'agit d'un événement qui change la donne, Israël étant confronté à une défaite stratégique face au Hamas et à ses alliés régionaux, notamment l'axe de résistance dirigé par l'Iran. Pour la première fois, la question de la création d'un État palestinien a été abordée par un public mondial. Cette cause est d'autant plus facile à défendre que le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu, issu d'une coalition politique farouchement opposée à toute notion d'État palestinien, risque de s'effondrer en raison des conséquences directes de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et de l'incapacité subséquente d'Israël à vaincre le Hamas militairement ou politiquement. Israël est également entravé par les actions du Hezbollah, qui a tenu Israël en échec le long de sa frontière nord avec le Liban, et par des acteurs non étatiques tels que les milices irakiennes pro-iraniennes et les Houthis du Yémen qui ont attaqué Israël directement et, dans le cas des Houthis, indirectement, en fermant des lignes de communication maritimes critiques qui ont pour résultat d'étrangler l'économie israélienne.

Mais c'est Israël qui s'est fait le plus de mal à lui-même, en menant une politique génocidaire de représailles contre la population civile de Gaza. Les actions israéliennes à Gaza sont la manifestation vivante de l'orgueil démesuré et des politiques axées sur le pouvoir contre lesquels j'avais mis en garde en 2006-2007. J'avais alors déclaré que les États-Unis n'accepteraient pas d'être les passagers d'un bus politique conduit par Israël qui nous entraînerait dans une guerre ingagnable avec l'Iran.

Par son comportement criminel à l'égard des civils palestiniens de Gaza, Israël a perdu le soutien d'une grande partie du monde, mettant les États-Unis dans une position où ils verront leur réputation déjà ternie irrémédiablement endommagée, à un moment où le monde passe d'une période de singularité dominée par les États-Unis à une multipolarité tirée par les BRICS, et où les États-Unis ont besoin de conserver autant d'influence que possible dans ce que l'on appelle le « Sud mondial ».

Les États-Unis ont essayé – sans succès – de retirer les clés du contact du bus suicide de Netanyahu. Face à l'extrême réticence du gouvernement israélien à modifier sa politique à l'égard du Hamas et de Gaza, l'administration du président Joe Biden a commencé à prendre ses distances avec la politique de Netanyahu et a fait savoir à Israël que son refus de modifier ses actions à Gaza pour tenir compte des préoccupations américaines aurait des conséquences.

Toute riposte iranienne contre Israël devrait naviguer dans ces eaux politiques extrêmement compliquées, permettant à l'Iran d'imposer une posture de dissuasion viable conçue pour empêcher de futures attaques israéliennes tout en s'assurant que ni ses objectifs politiques concernant un pivot géopolitique vers l'est, ni l'élévation de la cause de l'État palestinien sur la scène mondiale, ne soient détournés.

L'attaque iranienne contre Israël semble avoir franchi avec succès ces écueils politiques. Elle y est parvenue avant tout en tenant les États-Unis à l'écart du combat. Oui, les États-Unis ont participé à la défense d'Israël, en aidant à abattre des dizaines de drones et de missiles iraniens. Cet engagement a profité à l'Iran, puisqu'il n'a fait que renforcer le fait qu'aucune combinaison de capacités de défense antimissile ne pouvait, en fin de compte, empêcher les missiles iraniens d'atteindre leurs cibles désignées.

Les cibles frappées par l'Iran – deux bases aériennes dans le désert du Néguev d'où avaient été lancés les avions utilisés lors de l'attaque du 1er avril contre le consulat iranien, ainsi que plusieurs sites de défense aérienne israéliens – étaient directement liées aux arguments que l'Iran tentait de faire valoir pour établir la portée et l'ampleur de sa politique de dissuasion. Premièrement, les actions iraniennes étaient justifiées au titre de l'article 51 de la Charte des Nations unies – l'Iran a riposté contre les cibles israéliennes directement liées à l'attaque israélienne contre l'Iran – et deuxièmement, les sites de défense aérienne israéliens étaient vulnérables aux attaques iraniennes. L'effet combiné de ces deux facteurs est que tout Israël était susceptible d'être frappé par l'Iran à tout moment, et qu'Israël ou ses alliés ne pouvaient rien faire pour empêcher une telle attaque.

Ce message a résonné non seulement dans les allées du pouvoir à Tel-Aviv, mais aussi à Washington, DC, où les décideurs politiques américains ont été confrontés à la vérité inconfortable que si les États-Unis agissaient de concert avec Israël pour participer à une riposte israélienne ou la faciliter, les installations militaires américaines dans l'ensemble du Moyen-Orient seraient soumises à des attaques iraniennes que les États-Unis seraient impuissants à arrêter.

C'est pourquoi les Iraniens ont tant insisté pour que les États-Unis restent en dehors du conflit et que l'administration Biden a tenu à ce que l'Iran et Israël comprennent que les États-Unis ne participeraient pas à une riposte israélienne contre l'Iran.

Les « missiles d'avril » représentent un changement radical dans la géopolitique du Moyen-Orient : la mise en place d'une dissuasion iranienne qui a un impact à la fois sur Israël et sur les États-Unis. Si les émotions sont vives à Tel-Aviv, en particulier parmi les conservateurs les plus radicaux du gouvernement israélien, et si la menace d'une riposte israélienne contre l'Iran ne peut être totalement écartée, le fait est que l'objectif politique sous-jacent du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu depuis plus de 30 ans, à savoir entraîner les États-Unis dans une guerre avec

l'Iran, a été mis en échec par l'Iran.

De plus, l'Iran a été en mesure d'y parvenir sans perturber son pivot stratégique vers l'Est ni saper la cause de l'État palestinien. L'opération « Promesse honnête », comme l'Iran a nommé son attaque de représailles contre Israël, restera dans l'histoire comme l'une des plus importantes victoires militaires de l'histoire de l'Iran moderne, en gardant à l'esprit que la guerre n'est qu'une extension de la politique par d'autres moyens. Le fait que l'Iran ait établi une posture de dissuasion crédible sans perturber les principaux buts et objectifs politiques est la définition même de la victoire.

Source : Scott Ritter